

Communiqué de l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires de l'Ariège

HALTE À LA RÉPRESSION FÉROCE CONTRE NOTRE JEUNESSE

L'intersyndicale ariégeoise CGT, FSU, Solidaires tient à condamner fermement les agissements des forces de l'ordre lors de l'action des lycéens du 1er octobre 2026 à Pamiers.

La charge des policiers était disproportionnée, alors que les lycéens étaient en occupation pacifique et statique à l'entrée du lycée Pyrène, au Castella.

Les forces de l'ordre ont décidé de faire usage de leurs armes anti-manifestation. Nos organisations, présentes sur place, confirment que les personnes présentes étaient clairement des lycéens de l'établissement, sans « casseurs » ou autres personnes extérieures, contrairement à ce qui peut être repris dans certains communiqués officiels.

Aucun contact n'a été pris par les forces de l'ordre avec les manifestants afin de trouver une solution apaisée. Aucune médiation ni aucune négociation n'a été proposée pour permettre la levée du blocage.

Les pouvoirs publics étaient uniquement présents pour mettre fin à l'action des lycéens. Nos organisations syndicales étaient présentes pour éviter tout débordement et sécuriser cette action, tout en proposant de faire le lien entre les manifestants et les pouvoirs publics. Nous avons été ignorés et, pire encore, l'un des nôtres, collègue enseignant, a été interpellé avec deux autres lycéens.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté ces méthodes, qui nous rappellent les heures les plus sombres de notre pays, lorsque des manifestants étaient emprisonnés, voire tués, parce qu'ils souhaitaient s'organiser et manifester pour faire entendre leurs revendications.

La criminalisation systématique de l'action syndicale est une pratique que l'on retrouve dans les dictatures ou les pays d'extrême droite. Elle n'est pas tolérable dans une démocratie et un État de droit.

Nous exigeons :

- l'abandon immédiat de toutes les poursuites à l'encontre de tous les manifestants et de leurs soutiens ;
- l'ouverture d'une enquête sur les violences policières et l'utilisation disproportionnée de la force ;
- l'ouverture de négociations sur les revendications des lycéens.

« Aujourd'hui, les pouvoirs publics n'ont montré que mépris, violence et haine contre nos enfants, qui seront les citoyens de demain. »

Pamiers, le 1er octobre 2026